

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 12/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIGMA REAU 1**

30 bis rue Sainte Hélène  
CEDEX 69287 - LYON 2  
69002 Lyon

Références : E4/26 - 0060  
Code AIOT : 0006517277

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SIGMA REAU 1 implanté ZAC du Parc d'activité de l'A5, 2102 Rue Denis Papin, Bâtiment A, 77550 Réau. L'inspection a été annoncée le 06/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIGMA REAU 1
- ZAC du Parc d'activité de l'A5, 2102 Rue Denis Papin, Bâtiment A, 77550 Réau
- Code AIOT : 0006517277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt est composé de 15 cellules de stockage de marchandises diverses d'un volume total de 1 210 900 m<sup>3</sup>. Cinq locataires occupent le site.

Le site bénéficie de :

- l'arrêté préfectoral n°15/DCSE/IC/011 du 11 février 2015 autorisant l'exploitation de l'entrepôt de stockage de matières combustibles,
- le courrier préfectoral n°E4/16-1411 du 22 juin 2016 notifiant le nouveau classement du site suite à l'instruction du Porter à Connaissance,
- l'arrêté préfectoral n°2021 DREAT DU 77 112 du 12 août 2021 imposant des prescriptions complémentaires,
- l'arrêté préfectoral n°2022 DRIEAT UD 77 039 du 18 mai 2022 imposant des prescriptions complémentaires.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4. de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, articles 4.3.10 et 4.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Atelier de charge	Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 8.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 7.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des accès	AP Complémentaire du 12/08/2021, article 4.1.1	Sans objet
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 de l'annexe VIII	Sans objet
6	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4. de l'annexe II	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 12/08/2021, article 4.2.4.2	Sans objet
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 7.5.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu et suivi avec rigueur. Cependant, l'exploitant devra transmettre les documents attestant des entretiens faits.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/08/2021, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, sécurité du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. [...]  L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes sur le site. Une surveillance est assurée en permanence.  En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de l'installation par gardiennage est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre et de garantir l'accessibilité du site aux secours.  Le responsable du site prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.
<b>Constats :</b>  Un poste de garde situé à l'entrée de la zone et dédié à l'ASL (SIGMA REAU 1 et ELF 3 REAU) est ouvert 24 h/24, 7 j/7. Une vidéosurveillance a été installée en début d'année. Chaque locataire du site a son propre PC Sécurité. Le site est ouvert de 4h à 22h.  Les systèmes de sécurité incendie sont reportés au poste de garde de l'ASL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4. de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...]  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des

installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;  [...]  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]
<b>Constats :</b>  L'état des stocks est effectué quotidiennement. Il est présenté sous deux formes : l'un détaillé par rubrique, le volume et la quantité stockés. La dernière colonne rappelle la quantité autorisée. Le second tableau donne le détail par cellule et par rubrique ICPE, le volume ou le poids stocké.  Ces tableaux sont imprimés avec le plan de localisation des cellules et déposés au poste de garde de l'ASL.  Le plan détaillé de chaque cellule a été fourni post inspection. Il manque cependant les cellules 1 à 6 (locataire qui stocke des pièces détachées pour véhicules légers et poids lourds) et 12-13 (stockage du groupe MAPA).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournira le plan de localisation des stockages des cellules manquantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 de l'annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] 1. Étude des effets thermiques L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation [...] une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées

par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

#### Constats :

Dans le cadre de la mise à jour du plan de défense incendie du site, l'exploitant a fait réaliser par la méthode FLUMILOG la modélisation des flux thermiques émis lors d'un incendie pour chaque cellule, pour des scénarios de propagation sur 2 cellules contiguës ainsi que la cellule « Liquide inflammable » et les 2 cellules voisines. Ce rapport du 25 avril 2023 a été transmis à l'inspection par mail du 17 décembre.

La modélisation des flux thermiques met en évidence que les effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> en cas d'incendie ne dépassent pas les limites de propriété.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

#### Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

À des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit 1
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3%
Poussières	5
SO <sub>2</sub>	35
NOx en équivalent O <sub>2</sub>	150

#### Constats :

Les analyses effectuées le 14 mars 2023 sur les deux chaufferies montrent des résultats conformes au VLE pour les différents paramètres analysés : CO et NOx. Les paramètres poussières et SO<sub>2</sub> n'ont pas été recherchés.

Il a été précisé à l'exploitant que conformément à l'article 9.2.1 de l'arrêté du 04/02/2015, il doit faire réaliser une analyse des paramètres poussières et NOx.

L'exploitant en a pris note et a sollicité un bureau d'étude pour de nouvelles analyses. Il a transmis par mail du 17 décembre le bon de commande du 10 décembre. L'intervention est programmée au premier trimestre 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra le résultat des analyses 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, articles 4.3.10 et 4.3.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Valeurs limites de rejet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur n° 2 et 3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.4)

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)
MES	30
DBO5	30
DCO	90
Hydrocarbures totaux	5

article 4.3.6 :

[...]

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

température : < 30 °C

pH : compris entre 5,5 et 8,5

couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l

**Constats :**

Les analyses du 29 janvier 2025 montrent des valeurs pH non conformes uniquement sur les eaux pluviales (pas sur les eaux usées). L'exploitant suppose que cela est dû à la vidange du matériel de nettoyage. Il va faire une sensibilisation des bonnes pratiques auprès des locataires.

Il a transmis par mail du 17 décembre le bon de commande du 10 décembre pour de nouvelles analyses. L'intervention est programmée au premier trimestre 2026.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmettra le résultat des analyses 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4. de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séparateurs hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. [...]  <b>Constats :</b>  Le séparateur d'hydrocarbures a été entretenu et vérifié le 12 mars 2025. Le bon fonctionnement du système a été attesté.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/08/2021, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant doit transmettre au chef du centre d'incendie et de secours de Moissy-Cramayel une attestation délivrée par le gestionnaire du réseau ou l'installateur des hydrants faisant apparaître : - la conformité des hydrants aux normes en vigueur, - le débit et la pression mesurés individuellement sur chaque hydrant ne doivent pas être inférieurs à 60 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100, - le débit simultané délivré par le réseau d'adduction d'eau potable : Celui-ci résulte de la somme des débits mesurés simultanément sur 2 hydrants, avec un minimum de 60 m <sup>3</sup> /h par hydrant,  [...] 



<b>Constats :</b>  Le contrôle des 12 poteaux incendie du site a été effectué le 21 mars 2024.  La pression est supérieure à 1 bar sur tous les poteaux incendie pour des débits de 0 à 120 m <sup>3</sup> /h.  Le débit simultané délivré par le réseau d'adduction d'eau potable sur 2 hydrants est de 180,3 m <sup>3</sup> /h (respectivement 90,1 m <sup>3</sup> /h et 90,2 m <sup>3</sup> /h).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport de vérification annuelle des parties communes réalisée le 21/10/2024. Les installations électriques contrôlées ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion. Le rapport 2025 n'a pas été transmis.  Le rapport Q18 du locataire des cellules 12 à 15, relatif à la vérification réalisée du 29 au 31 juillet 2024, a été transmis le 6 janvier 2026. Son « installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion (Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires) ». Les armoires ont été nettoyées le 26 juillet 2025 (PV de réception de travaux transmis à l'inspection).  L'inspection n'a pas reçu les rapports de vérifications électriques des autres locataires.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra le rapport 2025 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des parties communes,</li> <li>- des locataires de toutes les cellules.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport du 23 octobre 2024 de vérification des installations de protection contre la foudre. Des non-conformités étaient signalées. L'exploitant a montré à l'inspection puis transmis le rapport du 12 novembre 2025. Les non-conformités y sont levées. Le carnet de bord a été mis à jour et transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Atelier de charge**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le local est équipé d'un ou plusieurs détecteurs d'hydrogène judicieusement disposés. La détection entraîne le report d'une alarme ainsi que l'arrêt de la charge des accumulateurs. À défaut, l'interruption des systèmes d'extraction d'air doit interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.
<b>Constats :</b>  Le site est équipé de 6 locaux de charge. L'extraction d'air est asservie à l'alarme.  Seul le locataire des cellules 7-9 a fourni le rapport d'intervention sur le détecteur d'hydrogène en date du 5 décembre 2025. L'installation est fonctionnelle et le test d'asservissement a été réalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra les rapports de vérification des détecteurs d'hydrogène des 5 locaux de

charge manquants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2015, article 7.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entretien des moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentiellles, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Extincteurs</u> : seul le locataire des cellules 7-9 a fourni le rapport de l'intervention effectuée du 16 au 18 juin 2025 sur ses extincteurs.</p> <p><u>RIA</u> : la maintenance périodique des RIA du site a eu lieu le 23/06/2025. Des non-conformités ont été notifiées sur les RIA 414, 1301 et 1306. L'exploitant a affirmé qu'elles avaient été levées dans la semaine.</p> <p><u>Sprinklage</u> : la vérification du système a été faite les 6 et 7 mai 2025. Des non-conformités sont observées.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 17 décembre des mails attestant de la levée des observations pour le sprinklage et les RIA. Ils n'ont pas pu être lus par l'inspection.</p> <p><u>Poteaux incendie</u> : les 12 poteaux incendies ont été vérifiés le 21 mars 2024. La pression a été mesurée à différents débits (0, 90 et 120 m³/h). Un essai dynamique de pression a été réalisé sur les poteaux N°611/620 à un débit total de 120 m³/h, soit 60 m³/h par poteau minimum. Une pression de 1.2 / 1.1 bar est maintenue avec un débit de 90 m³/h, la demande de 1 bar pour 60 m³/h est donc couverte.</p> <p><u>PCE</u> : le locataire des cellules 1-6 a fait vérifier ses portes coupe-feu du 18 au 20 août 2025. Des</p>

non-conformités ont été notifiées notamment plusieurs batteries DAD sont à changer, ainsi qu'un panneau et 2 portes.

Le locataire des cellules 14-15 a fourni le rapport d'intervention des travaux de remise en état du 6 mai 2025 suite à la visite de mars 2024.

Système de désenfumage : l'exploitant a fourni le rapport du 08/11/2024 qui comportait 3 observations. L'exploitant n'a pas fourni le rapport 2025 avec la levée des réserves.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Extincteurs : l'exploitant transmettra les rapports d'intervention 2025 de tous les locataires excepté pour les cellules 7-9.

RIA : les attestations de levée de réserves sont à fournir.

Sprinklage : l'exploitant attestera de la conformité de son stockage avec son sprinklage. Il fournira un plan d'action détaillé pour chaque non-conformité avec un calendrier.

PCF : l'exploitant transmettra les rapports de vérification 2025 des PCF des cellules 7 à 15, et le rapport de levée de réserve pour les cellules 1-6.

Système de désenfumage : l'exploitant transmettra le rapport de vérification 2025.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 3 mois